

Séance ordinaire du 3 juillet 2006

Le conseil de la Ville de Lévis siège en séance ordinaire ce troisième jour du mois de juillet deux mille six, à dix-neuf heures trente, à la salle du conseil de l'hôtel de ville, 2175, chemin du Fleuve, Saint-Romuald (Lévis).

Sont présents: les membres du conseil Jean-Pierre Bazinet, Jean-Claude Bouchard, Jean-Luc Daigle, Isabelle Demers, Guy Dumoulin, Jean Girard, André Hamel, Philippe Laberge, Anne Ladouceur, Nicole Larouche, Alain Lemaire, Dominique Maranda, Robert Maranda et Simon Théberge formant quorum sous la présidence de la mairesse Danielle Roy Marinelli.

Est absent : le membre du conseil Ann Jeffrey.

Assistent à la séance : Jean Dubé, directeur général et Danielle Bilodeau, greffière.

CV-2006-06-23

Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Philippe Laberge
Appuyé par le conseiller Jean-Luc Daigle

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 3 juillet 2006, tel qu'il est modifié par le retrait de l'affaire suivante inscrite au point 17.1 intitulée :

« Planification du territoire

Acquisition des lots 3 017 466 et autres du cadastre du Québec à des fins de parc et cession d'une servitude de conservation sur ces lots (Pointe De La Martinière, secteur Lévis)

[Réf. : PLA-2006-021](#) »

par le déplacement immédiatement après la première période de questions de l'affaire suivante inscrite au point 16.3 intitulée :

« Développement économique

Convention à intervenir avec la Société en commandite Rabaska concernant les impacts économiques et fiscaux du projet de terminal méthanier et d'un gazoduc sur le territoire et crédits additionnels

[Réf. : DEC-2006-065](#)

ainsi que par l'ajout des affaires suivantes :

« Réseaux et équipements

Financement de la dépense relative aux travaux de forage et d'aménagement de puits d'observation sur le site du dépôt de matériaux secs de l'incinérateur

[Réf. : RE-GEN-2006-052](#)

Arrondissement et gestion du territoire

Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage et le Règlement 274-90 sur le lotissement de l'ex-Ville de Saint-Romuald (boulevard de la Rive-Sud)

[Réf. : AGT-GER-2006-098](#)

Arrondissement et gestion du territoire

Adoption du Règlement modifiant le Règlement numéro 251-89 ayant pour objet l'adoption du plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald (boulevard de la Rive-Sud)

[Réf. : AGT-GER-2006-099](#)

Arrondissement et gestion du territoire

Adoption du Règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage et le Règlement 276-90 sur les plans d'aménagement d'ensemble de l'ex-Ville de Saint-Romuald (boulevard de la Rive-Sud)

[Réf. : AGT-GER-2006-100](#)

Arrondissement et gestion du territoire

Adoption du Règlement modifiant le Règlement 251-89 ayant pour objet l'adoption du plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald (zone industrielle, boulevard de la Rive-Sud)

[Réf. : AGT-GER-2006-102](#)

Arrondissement et gestion du territoire

Adoption du Règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l'ex-Ville de Saint-Romuald (zone industrielle, boulevard de la Rive-Sud)

[Réf. : AGT-GER-2006-103](#)

Arrondissement et gestion du territoire

Adoption du Règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l'ex-Ville de Saint-Romuald (zone industrielle, boulevard de la Rive-Sud)

[Réf. : AGT-GER-2006-104](#)

Arrondissement et gestion du territoire

Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l'ex-Ville de Saint-Romuald (zone industrielle, boulevard de la Rive-Sud)

[Réf. : AGT-GER-2006-106](#) »

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-24

Période de questions

Environ 70 personnes assistent à la séance. Plusieurs personnes posent des questions et émettent des commentaires. Une personne dépose une lettre concernant les pompiers temporaires et une autre personne dépose un document concernant le fleuve Saint-Laurent.

CV-2006-06-25

Convention à intervenir avec la Société en commandite Rabaska concernant les impacts économiques et fiscaux du projet de terminal méthanier et d'un gazoduc sur le territoire et crédits additionnels

[Réf. : DEC-2006-065](#)

ATTENDU les engagements qui ont été publiquement souscrits par la Société en commandite Rabaska (« Rabaska inc. ») et ses représentants en faveur de la Ville de Lévis et de ses citoyens advenant la mise en œuvre éventuelle du projet Rabaska à Lévis (secteur Ville-Guay);

ATTENDU l'avis adopté par le conseil de la Ville en date du 13 mars 2006 par la résolution CV-2006-02-11, concernant la recevabilité de l'étude d'impact environnemental qui a été soumise le 25 janvier 2006 par Rabaska inc. auprès de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale et plus particulièrement, l'exigence de conclure une entente consacrant les engagements financiers et connexes de Rabaska inc. en faveur de la Ville avant le 30 juin 2006;

ATTENDU que la signature par la Ville d'une telle entente ne constitue aucunement un endossement du projet Rabaska de la part de la Ville de Lévis, de façon à ce que Rabaska inc. ne puisse invoquer ou utiliser celle-ci pour justifier d'une quelconque acceptation de son projet par les autorités municipales de Lévis ;

ATTENDU que la Ville désire également traiter, dans une autre convention à intervenir avec Rabaska inc. avant le 9 septembre 2006 au plus tard, les sujets suivants : valorisation du potentiel thermique associé à la « filière du froid », mesures de mitigation environnementale (reboisement et pratiques agricoles sur le site du projet Rabaska), mesures compensatoires au bénéfice des propriétaires potentiellement affectés par le projet Rabaska, agrandissement dudit projet, fermeture et remise en état du site, plan de mesures d'urgence, activités récréatives dans le secteur du projet, comité de liaison Ville de Lévis – Rabaska inc. – résidents, et tout autre sujet d'intérêt commun, tels qu'ils sont énumérés dans l'avis de recevabilité du 13 mars 2006 ci-dessus mentionné, y incluant l'éventuelle contribution de Rabaska inc. à la mise en œuvre du projet de parc régional de la Martinière;

ATTENDU la recommandation majoritaire du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Luc Daigle
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'entériner les termes et conditions de la convention à intervenir avec la Société en commandite Rabaska concernant les impacts économiques et fiscaux du projet de terminal méthanier et d'un gazoduc sur le territoire, telle qu'elle est annexée à la fiche de prise de décision DEC-2006-065 et d'autoriser la mairesse et la greffière à signer cette convention.

D'accorder des crédits additionnels au montant de 125 000 \$ provenant du poste de revenus 01-234-60-026 « indemnité compensatoire projet Rabaska » au poste de dépenses 02-620-00-410 « honoraires professionnels », correspondant à une partie du montant de l'indemnité forfaitaire à être versée par Rabaska inc. à la Ville à la signature de cette convention.

La mairesse appelle le vote.

Ont voté pour : les membres du conseil Jean-Pierre Bazinet, Jean-Luc Daigle, Isabelle Demers, Guy Dumoulin, Jean Girard, André Hamel, Philippe Laberge, Anne Ladouceur, Nicole Larouche, Alain Lemaire, Dominique Maranda, Robert Maranda, Simon Théberge et la mairesse Danielle Roy Marinelli.

A voté contre : le membre du conseil Jean-Claude Bouchard.

Adoptée à la majorité

CV-2006-06-26

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du 19 juin 2006

ATTENDU QU'une copie du procès-verbal a été remise à chaque membre du conseil au plus tard la veille de la présente séance ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Philippe Laberge
Appuyé par le conseiller Jean-Pierre Bazinet

D'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la Ville tenue le 19 juin 2006.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-27

Dépôt du procès-verbal des séances du comité exécutif des 12, 14, 19 et 20 juin 2006

Le procès-verbal des séances du comité exécutif tenues les 12, 14, 19 et 20 juin 2006 est déposé.

CV-2006-06-28

Confirmation d'une employée au poste de secrétaire du Service de la gestion de projets

[Réf. : RH-2006-079](#)

ATTENDU l'affichage d'un poste de secrétaire du Service de la gestion de projets, suite à la résolution CV-2005-10-01;

ATTENDU QUE la candidate retenue satisfait aux exigences du poste;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-08-34 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Luc Daigle
Appuyé par le conseiller Simon Théberge

De confirmer Rose-Anne Lecours au poste régulier à temps complet de secrétaire du Service de la gestion de projets, au salaire de la classe 8, échelon 8 et aux conditions de travail prévues à la convention collective applicable.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-29

Confirmation d'une employée au poste de secrétaire de la Direction du service de police

[Réf. : RH-2006-083](#)

ATTENDU l'affichage d'un poste de secrétaire de la Direction du service de police, suite à la résolution CE-2006-04-36;

ATTENDU QUE la candidate retenue satisfait aux exigences du poste ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-08-36 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Nicole Larouche
Appuyé par la conseillère Dominique Maranda

De confirmer France Lambert au poste régulier à temps complet de secrétaire de la Direction du service de police, au salaire de la classe 7, échelon 7 et aux conditions de travail prévues à la convention collective applicable.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-30

Confirmation d'un employé au poste de contremaître aux équipements motorisés du Service des équipements motorisés

[Réf. : RH-2006-084](#)

ATTENDU la nomination d'Yvan Charest au poste de contremaître aux équipements motorisés du Service des équipements motorisés, suite à la résolution CV-2005-11-11;

ATTENDU la fin de la période d'essai et l'évaluation positive de son supérieur;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-08-37 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Pierre Bazinet
Appuyé par le conseiller Simon Théberge

De confirmer Yvan Charest au poste cadre régulier à temps complet de contremaître aux équipements motorisés du Service des équipements motorisés, au salaire de la classe 2, échelon 3 et aux conditions de travail prévues au recueil des conditions de travail des cadres.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-31

Confirmation d'un employé au poste de coordonnateur aux usines et équipements – eau potable du Service de la gestion de l'eau

[Réf. : RH-2006-085](#)

ATTENDU la nomination d'Yves Chouinard au poste de coordonnateur aux usines et équipements – eau potable du Service de la gestion de l'eau, par la résolution CV-2005-06-83;

ATTENDU la fin de la période d'essai et l'évaluation positive de son supérieur immédiat ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-08-38 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

Appuyé par le conseiller Jean-Luc Daigle

De confirmer Yvan Chouinard au poste cadre régulier à temps complet de coordonnateur aux usines et équipements – eau potable du Service de la gestion de l'eau, au salaire de la classe 4, échelon 0 et aux conditions de travail prévues au recueil des conditions de travail des cadres.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-32

Reclassification du poste de coordonnateur des technologies de l'information du Service des technologies de l'information

[Réf. : RH-2006-069](#)

ATTENDU la demande de révision de la classification du poste de coordonnateur des technologies de l'information du Service des technologies de l'information, conformément au recueil des conditions de travail des cadres de la Ville ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin

Appuyé par la conseillère Nicole Larouche

De reclasser le poste de coordonnateur des technologies de l'information du Service des technologies de l'information à la classe 5, et ce, rétroactivement au 1^{er} janvier 2005.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-33

Embauche d'un coordonnateur aux technologies de l'information au Service des technologies de l'information

[Réf. : RH-2006-090](#)

ATTENDU l’affichage du poste de coordonnateur aux technologies de l’information au Service des technologies de l’information, suite à la résolution CE-2006-05-14 ;

ATTENDU QUE le candidat retenu satisfait aux exigences du poste ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin
Appuyé par le conseiller Jean-Luc Daigle

D’embaucher Stéphane Bisson au poste cadre régulier à temps complet de coordonnateur aux technologies de l’information au Service des technologies de l’information, au salaire de la classe 5, échelon 9, à compter du 14 août 2006, aux conditions de travail prévues au recueil des conditions de travail des cadres, celui-ci bénéficiant de 10 jours de vacances rémunérés en 2006 et de lui reconnaître une expérience de 10 ans aux fins de l’établissement du quantum de vacances à compter de 2007.

Adoptée à l’unanimité

CV-2006-06-34

Nominations d’employés à des postes de pompier de la Direction du service de la sécurité incendie

[Réf. : RH-2006-087](#)

ATTENDU QUE la convention collective de travail intervenue avec le Syndicat des pompiers et des pompières du Québec, section locale Lévis et les lettres d’entente qui en font partie, prévoient la dotation de postes réguliers à temps plein ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par le conseiller Jean-Pierre Bazinet

De nommer les personnes suivantes aux postes de pompier régulier à temps complet de la Direction du service de la sécurité incendie, à compter du 1^{er} juillet 2006:

- | | |
|-----------------|--------------------|
| · Serge Roy | · Philippe Bernier |
| · Serge Gaumond | · Stéphane Drapeau |
| · Hugo Laflamme | |

aux salaire et conditions de travail prévus à la convention collective applicable, et ce, à la condition de satisfaire aux exigences de la formation requise d’ici le 1^{er} juillet 2007.

De nommer André Gaumont et Michel Labbé aux postes de pompier régulier à temps complet de la Direction du service de la sécurité incendie, à compter du

1^{er} juillet 2006, aux salaires et conditions de travail de la convention collective applicable.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-35

Convention collective à intervenir avec le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2927, concernant les conditions de travail des employés professionnels

[Réf. : RH-2006-098](#)

ATTENDU l'entente de principe intervenue avec le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2927, concernant les conditions de travail des employés professionnels ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par le conseiller Simon Théberge

D'accepter les termes de la convention collective de travail à intervenir avec le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2927, concernant les salariés professionnels et d'autoriser la mairesse et la greffière à signer cette convention, telle qu'elle a été présentée aux membres du conseil de la Ville par Me Claude Sauvageau, négociateur pour la Ville.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-36

Suspension de préposés à la clientèle du Service des équipements récréatifs

[Réf. : RH-2006-095](#)

ATTENDU les faits portés à la connaissance de l'employeur impliquant deux préposés à la clientèle du Service des équipements récréatifs justifiant une mesure disciplinaire;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par le conseiller Jean-Luc Daigle

De suspendre Martin St-Hilaire et Maxime Roberge, préposés à la clientèle du Service des équipements récréatifs, sans solde, pour une période de trois semaines à être déterminée par leur supérieur immédiat et fixée au moment opportun en tenant compte des besoins du Service.

La mairesse appelle le vote.

Ont voté pour : les membres du conseil Jean-Pierre Bazinet, Jean-Claude Bouchard, Jean-Luc Daigle, Guy Dumoulin, Philippe Laberge, Anne Ladouceur, Nicole Larouche, Dominique Maranda, Simon Théberge et la mairesse Danielle Roy Marinelli.

Ont voté contre : les membres du conseil Isabelle Demers, Jean Girard, André Hamel, Alain Lemaire et Robert Maranda.

Adoptée à la majorité

CV-2006-06-37

Nomination d'une employée au poste de commis à la bibliothèque Lauréat-Vallière

[Réf. : RH-2006-093](#)

ATTENDU l'affichage d'un poste de commis à la bibliothèque du Service des bibliothèques, suite à la résolution CE-2006-07-15 ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Luc Daigle
Appuyé par la conseillère Dominique Maranda

De nommer Véronique Foucreault au poste régulier à temps complet de commis à la bibliothèque Lauréat-Vallière du Service des bibliothèques, au salaire de la classe 4, échelon 2 ainsi qu'aux conditions de travail de la convention collective applicable.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-38

Création d'un poste de conseiller juridique au Service des affaires juridiques

[Réf. : AGR-AFJ-2006-040](#)

ATTENDU QUE dans le cadre de la réorganisation administrative de la Direction des affaires juridiques et du greffe, il est prévu de procéder à l'embauche d'un avocat qui assurera principalement la représentation de la Ville devant la cour municipale;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-07-47;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard
Appuyé par le conseiller Jean-Pierre Bazinet

De créer un poste à temps complet de conseiller juridique au Service des affaires juridiques.

La mairesse appelle le vote.

Ont voté pour : les membres du conseil Jean-Pierre Bazinet, Jean-Claude Bouchard, Jean-Luc Daigle, Guy Dumoulin, Philippe Laberge, Anne Ladouceur, Nicole Larouche, Dominique Maranda, Robert Maranda, Simon Théberge et la mairesse Danielle Roy Marinelli.

Ont voté contre : les membres du conseil Isabelle Demers, Jean Girard, André Hamel et Alain Lemaire.

Adoptée à la majorité

CV-2006-06-39

Embauche d'un conseiller juridique au Service des affaires juridiques

[Réf. : RH-2006-094](#)

ATTENDU l'affichage d'un poste de conseiller juridique au Service des affaires juridiques, suite à la résolution CE-2006-07-47 ;

ATTENDU QUE la candidate retenue satisfait aux exigences du poste ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Pierre Bazinet
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'embaucher Marie-Ève Roy au poste professionnel régulier à temps complet de conseiller juridique au Service des affaires juridiques, au salaire de la classe 9, échelon 4 ainsi qu'aux conditions de travail qui seront prévues à la convention collective des employés professionnels, et ce, à compter du 24 juillet 2006.

La mairesse appelle le vote.

Ont voté pour : les membres du conseil Jean-Pierre Bazinet, Jean-Claude Bouchard, Jean-Luc Daigle, Guy Dumoulin, Philippe Laberge, Anne Ladouceur, Nicole Larouche, Dominique Maranda, Robert Maranda, Simon Théberge et la mairesse Danielle Roy Marinelli.

Ont voté contre : les membres du conseil Isabelle Demers, Jean Girard, André Hamel et Alain Lemaire.

Adoptée à la majorité

CV-2006-06-40

Transaction, reçu et quittance à intervenir avec Ivanhoé Cambridge inc. dans le cadre du litige l'opposant à la Ville concernant une compensation aux fins de parcs, terrains de jeux et espaces naturels

[Réf. : AGR-AFJ-2006-039](#)

ATTENDU l'entente intervenue dans le cadre d'un litige opposant Ivanhoé Cambridge inc. à la Ville concernant la détermination de la compensation aux fins de parcs, terrains de jeux et espaces naturels;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-08-39 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Luc Daigle
Appuyé par la conseillère Nicole Larouche

D'accepter les termes de la transaction, reçu et quittance à intervenir avec Ivanhoé Cambridge inc. dans le cadre du litige l'opposant à la Ville concernant le paiement de la compensation aux fins de parcs, terrains de jeux et espaces naturels, dossier numéro SAI-Q-119439-0508, telle qu'elle est annexée à la fiche de prise de décision AGR-AFJ-2006-039 et d'autoriser Michel Laliberté, coordonnateur à la représentation devant les tribunaux et droit du travail à signer ce document.

La mairesse appelle le vote.

Ont voté pour : les membres du conseil Jean-Pierre Bazinet, Jean-Claude Bouchard, Jean-Luc Daigle, Guy Dumoulin, Philippe Laberge, Anne Ladouceur, Nicole Larouche, Dominique Maranda, Robert Maranda, Simon Théberge et la mairesse Danielle Roy Marinelli.

Ont voté contre : les membres du conseil Isabelle Demers, Jean Girard, André Hamel et Alain Lemaire.

Adoptée à la majorité

CV-2006-06-41

Appel du jugement rendu dans l'affaire opposant la Ville à la Banque Laurentienne du Canada et autre concernant des taxes impayées

[Réf. : AGR-AFJ-2006-027](#)

ATTENDU QU'il est opportun de porter en appel le jugement rendu par la Cour du Québec dans la poursuite opposant la Ville à Banque Laurentienne du Canada et autre, et ce, compte tenu de l'importance des sommes réclamées ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

D'entériner l'appel du jugement rendu par la Cour du Québec le 22 février 2006 dans le cadre du litige opposant la Ville de Lévis à la Banque Laurentienne du Canada et autre (dossiers 200-22-020052-023 et 200-22-028406-049), tel qu'il a été déposé devant la Cour d'appel du Québec.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-42

Renouvellement du contrat d'assurance des biens du Groupe Déziel inc.

Réf. : AGR-AFJ-2006-044

ATTENDU QUE le Groupe Déziel inc. est un organisme partenaire de la Ville et qu'à ce titre, il a droit à une couverture d'assurance pour ses biens ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Simon Théberge
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

D'accepter la proposition de renouvellement du contrat d'assurance des biens au bénéfice du Groupe Déziel inc. pour la période du 8 juin 2006 au 1^{er} octobre 2006, selon la recommandation de Raymond Chabot Grant Thornton datée du 6 juin 2006, cette dépense à être imputée au budget de fonctionnement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-43

Réorganisation administrative 2006

Réf. : DG-2006-016

ATTENDU le projet de réorganisation administrative recommandé par la Direction générale axé sur un service à la population plus performant et efficient ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par la conseillère Nicole Larouche

D'accepter en principe la proposition de réorganisation administrative, telle qu'elle est proposée à la fiche de prise de décision DG-2006-016 et aux documents qui y sont annexés.

De mandater le directeur général pour réaliser la mise en place de cette réorganisation, selon les modalités prévues à cette fiche de prise de décision.

D'accepter en principe les réaffectations du personnel cadre mentionné au premier tableau intitulé « réaffectations d'employés cadres » faisant partie de cette fiche de prise de décision, telles qu'elles sont indiquées.

D'abolir et de créer les postes mentionnés au deuxième tableau également intitulé « réaffectation d'employés cadres » faisant partie de cette fiche de prise de décision et de réaffecter les personnes respectivement identifiées aux postes créés, à la classe et à l'échelon qui y sont indiqués, à compter du 24 juillet 2006, et ce, à la condition d'obtenir de chacune des personnes

concernées une renonciation au délai de 60 jours prévu à l'article 13.17 du recueil des conditions de travail des cadres concernant l'avis de la décision de la Ville d'abolir un ou des postes de cadres, faisant l'objet de la résolution CV-2006-04-42, ainsi qu'à tout recours concernant leur réaffectation.

La mairesse appelle le vote.

Ont voté pour : les membres du conseil Jean-Pierre Bazinet, Jean-Claude Bouchard, Jean-Luc Daigle, Guy Dumoulin, Philippe Laberge, Anne Ladouceur, Nicole Larouche, Dominique Maranda, Robert Maranda, Simon Théberge et la mairesse Danielle Roy Marinelli.

Ont voté contre : les membres du conseil Isabelle Demers, Jean Girard, André Hamel et Alain Lemaire.

Adoptée à la majorité

CV-2006-06-44

Attribution du contrat pour la fourniture d'une surfaceuse

[Réf. : RE-EM-2006-010](#)

ATTENDU QUE des soumissions ont été demandées concernant la fourniture d'une surfaceuse;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-08-40 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers
Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

D'attribuer le contrat pour la fourniture d'une surfaceuse à Robert Boileau inc., au prix de 141 500 \$, plus taxes applicables, incluant l'option « A » (coupe bordure électrique) et l'échange de la surfaceuse Zamboni 1981, conformément au devis et à sa soumission, cette dépense étant déjà financée par le règlement d'emprunt RV-2006-04-73 et d'autoriser le chef du Service des équipements motorisés à signer tous les documents nécessaires à la transaction.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-45

Adoption du plan directeur de la géomatique

[Réf. : RE-2006-025](#)

ATTENDU l'élaboration du plan directeur de la géomatique prenant en compte les besoins actuels et futurs de la Ville et favorisant une implantation harmonieuse et efficace des systèmes d'information ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-07-97 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Nicole Larouche
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'adopter le plan directeur de la géomatique constitué des rapports numéros 1, 2 et 3 faisant l'objet de la résolution CE-2006-02-53 et du rapport numéro 4, tel qu'il est annexé à la fiche de prise de décision RE-2006-025.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-46

Conventions à intervenir avec Poly-Énergie inc. modifiant le contrat relatif au projet d'économie d'énergie touchant le réseau d'éclairage public et au projet d'économie d'énergie pour l'ensemble des immeubles de la Ville ainsi que la convention relative à la prestation de services écoénergétiques

[Réf. : RE-BI-2006-012](#)

ATTENDU l'avantage économique pour la Ville de procéder au rachat d'une partie des obligations financières découlant des conventions intervenues avec Poly-Énergie inc. et la nécessité de convenir de nouveaux contrats à cet égard ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

D'autoriser la mairesse et la greffière à signer les conventions à intervenir avec Poly-Énergie inc. modifiant le contrat relatif au projet d'économie d'énergie touchant le réseau d'éclairage public et au projet d'économie d'énergie pour l'ensemble des immeubles de la Ville, telles qu'elles sont annexées à la fiche de prise de décision RE-BI-2006-012, et ce, sous réserve de l'entrée en vigueur du Règlement RV-2006-04-92.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-47

Financement de la dépense relative à l'acquisition d'une fourgonnette pour la Direction du service de la sécurité incendie

[Réf. : RE-EM-2006-011](#)

ATTENDU QUE des crédits sont nécessaires pour procéder à l'acquisition d'une fourgonnette pour la Direction du service de la sécurité incendie ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Simon Théberge

Appuyé par le conseiller Jean-Pierre Bazinet

Pour financer la dépense relative à l'acquisition d'une fourgonnette pour la Direction de la sécurité incendie, d'affecter un montant de 25 728 \$ aux activités d'investissement provenant d'un emprunt au fonds de roulement, ce montant étant remboursable annuellement au fonds de roulement par les activités financières sur une période de 3 ans, par versements égaux, et ce, à compter de l'an 2007 et si la dépense s'avérait moindre, de diminuer le montant du dernier versement d'autant.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-48

Attribution du contrat pour la fourniture d'automobiles pour la Direction du service de police et crédits additionnels

[Réf. : RE-EM-2006-009](#)

ATTENDU QUE des soumissions ont été demandées concernant la fourniture d'automobiles pour la Direction du service de police ;

ATTENDU QUE des crédits additionnels sont requis aux fins de cette acquisition ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard
Appuyé par la conseillère Nicole Larouche

D'attribuer le contrat pour la fourniture de six automobiles de type berline (projet B) à Automobiles Leviko (1991) ltée, au prix de 136 746 \$, plus taxes applicables, conformément au devis et à sa soumission, une partie de cette dépense étant déjà financée par le règlement d'emprunt RV-2006-04-73 et le solde de celle-ci à être imputé au budget de fonctionnement et d'autoriser le chef du Service des équipements motorisés à signer tous les documents nécessaires aux transactions.

D'accorder des crédits additionnels au montant de 10 000 \$ provenant du poste de revenus 01-234-80-002 « réclamations diverses équipements motorisés » au poste de dépenses 03-201-51-010 « transfert aux activités d'investissement provenant de revenus de fonctionnement ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-49

Attribution du contrat pour les travaux de démolition et de reconstruction du ponton de la rivière à-la-Scie (secteur Pintendre)

[Réf. : RE-GEN-2006-055](#)

ATTENDU QUE des soumissions ont été demandées pour les travaux de démolition et de reconstruction du ponton de la rivière à-la-Scie (secteur Pintendre ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Robert Maranda
Appuyé par le conseiller Simon Théberge

D'attribuer le contrat des travaux de démolition et de reconstruction du ponceau de la rivière à-la-Scie (avenue Atkinson, secteur Pintendre, projet 4) à C.F.G. Construction inc., aux prix mentionnés à sa soumission, pour une dépense estimée à 132 707,85 \$, plus taxes applicables, conformément au devis et à sa soumission et de décréter ces travaux, cette dépense étant déjà financée à même le Règlement d'emprunt RV-2005-03-42.

La mairesse appelle le vote.

Ont voté pour : les membres du conseil Jean-Pierre Bazinet, Jean-Claude Bouchard, Jean-Luc Daigle, Guy Dumoulin, Philippe Laberge, Anne Ladouceur, Nicole Larouche, Dominique Maranda, Robert Maranda, Simon Théberge et la mairesse Danielle Roy Marinelli.

Ont voté contre : les membres du conseil Isabelle Demers, Jean Girard, André Hamel et Alain Lemaire.

Adoptée à la majorité

CV-2006-06-50

Entente à intervenir avec la Société Vie Intégration Apprentissage pour handicapés V.I.A. inc. concernant la réception, le tri, le conditionnement et la valorisation des matières provenant de la collecte sélective

[Réf. : RE-MR-2006-019](#)

ATTENDU QUE la Société Vie Intégration Apprentissage pour handicapés V.I.A. inc. offre le service de cueillette et de disposition des matières provenant de la collecte sélective depuis 2001 sur le territoire ;

ATTENDU QU'il y a lieu de renouveler l'entente intervenue avec cet organisme ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard
Appuyé par la conseillère Nicole Larouche

D'autoriser la mairesse et la greffière à signer l'entente à intervenir avec la Société Vie Intégration Apprentissage pour handicapés V.I.A. inc. concernant la réception, le tri, le conditionnement et la valorisation des matières provenant de la collecte sélective, telle qu'elle est annexée à la fiche de prise de décision RE-MR-2006-019.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-51

Entente à intervenir avec la Commission de la Capitale nationale du Québec, la Caisse populaire Desjardins de Lévis et le Collège de Lévis concernant la réalisation d'une fresque sur un bâtiment du Collège et crédits additionnels

[Réf. : DVC-ART-2006-015](#)

ATTENDU le projet concernant la réalisation d'une fresque sur un bâtiment du Collège de Lévis réunissant différents partenaires et pour lequel la Commission de la Capitale nationale du Québec est maître-d'œuvre ;

ATTENDU QUE des crédits additionnels sont requis en regard de la contribution de la Ville à ce projet et qu'ils seront remboursés par une ristourne de la Caisse populaire Desjardins de Lévis ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Pierre Bazinet
Appuyé par le conseiller Simon Théberge

D'autoriser la mairesse et la greffière à signer l'entente à intervenir avec la Commission de la Capitale nationale du Québec, la Caisse populaire Desjardins de Lévis et le Collège de Lévis concernant la réalisation d'une fresque sur un bâtiment du Collège, telle qu'elle est annexée à la fiche de prise de décision DVC-ART-2006-015 mais modifiée cependant à l'article 2.3 pour prévoir le versement de la contribution de la Ville en 2006 au lieu de 2007 et par la suppression des mots « le mur et »

D'accorder des crédits additionnels au montant de 50 000 \$ provenant du poste de revenus 01-233-31-000 « revenus de banque et de placements » au poste de dépenses 02-789-19-447 « honoraires et cachets d'artistes », et ce, pour couvrir la contribution de la Ville à la réalisation de cette fresque.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-52

Recommandation à la Société de l'assurance automobile du Québec concernant l'émission d'un permis de transport de véhicules hors-norme, entente à intervenir avec AREVA T&D Canada inc. concernant ce transport et fermeture temporaire des rues Sainte-Hélène (secteur Sainte-Hélène-de-Breakeyville) et Saint-Louis (secteur Saint-Jean-Chrysostome)

[Réf. : RE-GEN-2006-058](#)

ATTENDU QUE le transport d'un transformateur d'Hydro-Québec de la gare de triage du secteur Charny au poste de transformation du secteur Saint-Jean-Chrysostome nécessite la fermeture temporaire de rues ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Nicole Larouche
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

De recommander à la Société de l'assurance automobile du Québec d'émettre un permis de transport de véhicules hors-norme à AREVA T&D Canada inc., et ce, à la condition que celle-ci s'engage à :

- remplir les obligations techniques imposées par le Service du génie mentionnées à la fiche de prise de décision RE-GEN-2006-058;
- prendre fait et cause et mettre hors de cause la Ville en cas de réclamation par un tiers;
- rembourser tous les frais occasionnés à la Ville ;
- compléter les expertises après le passage des fardiers et assumer les coûts de remise en état des infrastructures;
- signer l'entente concernant le transport hors-norme, telle qu'elle est annexée à cette fiche de prise de décision.

D'autoriser la mairesse et la greffière à signer l'entente à intervenir avec AREVA T&D Canada inc. concernant le transport de véhicules hors-norme, telle qu'elle est annexée à cette fiche de prise de décision.

D'autoriser la fermeture temporaire des rues Sainte-Hélène (secteur Sainte-Hélène-de-Breakeyville) et Saint-Louis (secteur Saint-Jean-Chrysostome) pour permettre le passage de véhicules hors-norme entre les 10 et 21 juillet 2006.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-53

Constitution de garanties pour l'exploitation des lieux d'élimination de matières résiduelles

[Réf. : RE-MR-2006-022](#)

ATTENDU QUE le nouveau Règlement sur l'enfouissement et l'incinération des matières résiduelles exige que des garanties soient émises pour l'exploitation d'un incinérateur et d'un site d'enfouissement des cendres;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

De fournir au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs une garantie sous forme d'un cautionnement, conforme au Règlement sur l'enfouissement et l'incinération des matières résiduelles, pour l'exploitation des lieux d'élimination des matières résiduelles de la Ville, au montant de 150 000 \$ pour l'incinérateur et de 100 000 \$ pour le lieu d'élimination des cendres, pour la période du 19 juillet 2006 au 19 juillet 2007.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-54

Financement de la dépense relative au remplacement d'un moteur pour une pompe de la station de pompage de la rue Saint-Omer (secteur Lévis)

[Réf. : RE-GE-2006-009](#)

Attendu que des soumissions ont été demandées concernant le remplacement d'un moteur pour une pompe de la station de pompage de la rue Saint-Omer (secteur Lévis) ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard
Appuyé par le conseiller Robert Maranda

Pour financer la dépense relative à la fourniture d'un moteur pour une pompe de la station de pompage de la rue Saint-Omer (secteur Lévis), d'affecter un montant de 33 336 \$ aux activités d'investissement provenant d'un emprunt au fonds de roulement, ce montant étant remboursable annuellement au fonds de roulement par les activités financières sur une période de 3 ans, par versements égaux et ce, à compter de l'an 2007 et si la dépense s'avérait moindre, de diminuer le montant du dernier versement d'autant.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-55

Modification à la résolution CV-2006-03-79 « Contrat à intervenir avec une sergente-détective de la Direction du service de police concernant son congé sabbatique à traitement différé » réf. : POL-2006-017

[Réf. : POL-2006-034](#)

ATTENDU la demande de congé sabbatique à traitement différé présentée par une sergente-détective de la Direction du service de police et autorisée par la résolution CV-2006-03-79;

ATTENDU QU'après vérification, il y a lieu de modifier les dates de la durée du contrat intervenu avec cette employée;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-08-42 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Nicole Larouche
Appuyé par le conseiller Jean-Luc Daigle

De modifier la résolution CV-2006-03-79 « Contrat à intervenir avec une sergente-détective de la Direction du service de police concernant son congé sabbatique à traitement différé » par le remplacement du contrat faisant l'objet de cette résolution par le contrat annexé à la fiche de prise de décision POL-2006-034.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-56

Fermeture temporaire d'une partie de la rue Prévert (secteur Saint Nicolas)

[Réf. : POL-2006-035](#)

ATTENDU la demande présentée par une citoyenne de la rue Prévert (secteur Saint-Nicolas) à l'effet de fermer une partie de cette rue pour y tenir une activité;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-08-43 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par la conseillère Dominique Maranda

De fermer temporairement une partie de la rue Prévert (secteur Saint-Nicolas), du numéro civique 810 au numéro civique 856, le 26 août 2006 ou, en cas de pluie, le 27 août 2006, pour la tenue d'une fête pour les enfants.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-57

Financement de la dépense relative à l'acquisition d'équipements pour le réaménagement informatique et téléphonique de la centrale d'urgence 9-1-1

[Réf. : POL-2006-036](#)

ATTENDU la nécessité d'acquérir divers équipements pour le réaménagement informatique et téléphonique de la centrale d'urgence 9-1-1, suite aux travaux d'actualisation du centre de relève autorisés par la résolution CV-2006-02-35 ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-08-44 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Pierre Bazinet
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

Pour financer la dépense relative à l'acquisition d'équipements pour le réaménagement informatique et téléphonique de la centrale d'urgence 9-1-1, d'affecter un montant de 18 550 \$ aux activités d'investissement provenant d'un emprunt au fonds de roulement, ce montant étant remboursable annuellement au fonds de roulement par les activités financières sur une période de 3 ans, par versements égaux, et ce, à compter de l'an 2007 et si la dépense s'avérait moindre, de diminuer le montant du dernier versement d'autant.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-58

Abrogation de la résolution CV-2006-05-94 « Entente intermunicipale à intervenir avec les Villes de Québec et Sherbrooke pour l'acquisition d'un système intégré de répartition assistée par ordinateur pour le traitement des appels d'urgence »

[Réf. : POL-2006-039](#)

ATTENDU QUE les coûts relatifs à l'entente intermunicipale intervenue avec les Villes de Québec et Sherbrooke pour l'acquisition d'un système intégré de répartition assistée par ordinateur pour le traitement des appels d'urgence, suite à la résolution CV-2006-05-94, sont trop onéreux ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

D'abroger la résolution CV-2006-05-94 « Entente intermunicipale à intervenir avec les Villes de Québec et Sherbrooke pour l'acquisition d'un système intégré de répartition assistée par ordinateur pour le traitement des appels d'urgence »

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-59

Ouverture de la Place de l'Église (secteur Saint-Jean-Chrysostome) pour l'événement « La Nuit des jeunes sans abri »

[Réf. : DVC-SOC-2006-018](#)

ATTENDU QU'Alliance-Jeunesse est un organisme partenaire reconnu par la Ville;

ATTENDU QUE l'événement « La nuit des jeunes sans-abri » contribue à sensibiliser la population sur le problème des jeunes sans-abri;

ATTENDU QUE ce projet rassembleur engendre des retombées sociocommunautaires pour ce secteur;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-08-46 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Pierre Bazinet
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'ouvrir la Place de l'Église (secteur Saint-Jean-Chrysostome) du 20 octobre 2006 à compter de 23 h jusqu'au 21 octobre 2006 à 7h, et ce, pour permettre la tenue de l'activité « La Nuit des jeunes sans-abri »

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-60

Subvention au Club de gymnastique l'Envol de Lévis

[Réf. : DVC-SPO-2006-025](#)

ATTENDU QUE le Club de gymnastique l'Envol de Lévis est un organisme partenaire en vertu de la politique de reconnaissance des organismes de la Ville le rendant admissible à une aide financière ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

De verser une subvention de 2 000 \$ au Club de gymnastique l'Envol de Lévis pour l'acquisition d'un sous-tapis de sol.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-61

Fermeture temporaire du Parcours des Anses et de certaines rues dans le cadre du Marathon des Deux Rives et soutien logistique

[Réf. : DVC-SPO-2006-026](#)

ATTENDU QU'il y a lieu de procéder à la fermeture de rues et d'une partie du Parcours des Anses pour assurer la sécurité des athlètes dans le cadre de la tenue du Marathon des Deux Rives sur le territoire de la Ville et ce, afin de répondre aux exigences de la Fédération internationale des marathons et courses sur route ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Luc Daigle
Appuyé par le conseiller Simon Théberge

De fermer temporairement une partie du Parcours des Anses ainsi que les rues énumérées à la fiche de prise de décision DVC-SPO-2006-026 selon ce qui y est prévu et d'interdire le stationnement sur les rues empruntées par les coureurs du Marathon des deux Rives qui se tiendra le 27 août prochain.

D'apporter le support requis quant à la sécurité, à la publicité et à la logistique entourant le passage des coureurs lors de cet événement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-62

Crédits additionnels pour couvrir les dépenses relatives à la mise à jour du rôle d'évaluation

Réf. : FIN-ÉVA-2006-005

ATTENDU QUE des crédits additionnels sont requis pour les travaux de mise à jour du rôle d'évaluation foncière, lesquels proviennent de revenus de taxes ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard
Appuyé par la conseillère Nicole Larouche

D'accorder des crédits additionnels au montant de 200 000 \$ provenant du poste de revenus 01-211-10-009 « taxes - années antérieures » aux postes de dépenses 02-150-00-142 « temps supplémentaire » pour un montant de 25 000 \$ et 02-150-00-417 « honoraires professionnels » pour un montant de 175 000 \$, et ce, pour couvrir les dépenses relatives à la mise à jour du rôle d'évaluation.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-63

Renflouement de certaines réserves financières

Réf. : FIN-2006-046

ATTENDU la nécessité de renflouer certaines réserves financières jusqu'à concurrence du montant maximum prévu aux règlements les ayant créées ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Pierre Bazinet
Appuyé par le conseiller Robert Maranda

D'affecter le surplus pour procéder au renflouement des réserves suivantes, jusqu'au montant maximum permis par les règlements les ayant créées, à savoir :

- la réserve financière pour assumer les franchises et rétentions prévues aux contrats d'assurance, pour un maximum de 250 000 \$;
- la réserve financière pour les opérations de déneigement, pour un maximum de 500 000 \$;
- la réserve financière pour les dépenses de consommation d'énergie, pour un maximum de 250 000 \$.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-64

Modification à la résolution CV-2002-04-28 « Commission consultative de l'environnement, de l'eau et de la qualité de la vie »

Réf. : AGT-GEP-2006-103

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier la composition des membres de la Commission consultative de l'environnement, de l'eau et de la qualité de la vie, suite à une recommandation de cette dernière ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-08-49 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Luc Daigle
Appuyé par la conseillère Nicole Larouche

De modifier la résolution CV-2002-04-28 « Commission consultative de l'environnement, de l'eau et de la qualité de la vie », par le remplacement de l'alinéa intitulé « Composition de la commission » par le suivant :

« Composition de la commission

La commission se compose de trois membres du conseil de la Ville et de trois membres de la communauté, tous nommés par résolution du conseil de la Ville.

La mairesse est membre d'office de la commission. »

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-65

Confirmation relative à l'utilisation du lot 2 154 135 du cadastre du Québec (chemin du Sault, secteur Saint-Romuald)

[Réf. : AGT-GEP-2006-009](#)

ATTENDU la demande présentée par 9118-0661 Québec inc. relative à l'achat d'un terrain situé en bordure du chemin du Sault (secteur Saint-Romuald) à des fins de développement domiciliaire, lequel ne sera plus affecté à l'utilité publique ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-06-74 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Luc Daigle
Appuyé par la conseillère Dominique Maranda

De confirmer que le lot 2 154 135 du cadastre du Québec n'est plus affecté à l'utilité publique.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-66

Travaux correctifs dans la bande de protection de la rive du ruisseau Décharge Michel par des propriétaires des rues Simonne-Monet-Chartrand et Germaine-Guèvremont (secteur Saint Nicolas)

[Réf. : AGT-ACO-2006-006](#)

ATTENDU QUE du remblayage a été effectué dans la bande de protection du ruisseau Décharge Michel (secteur Saint-Nicolas);

ATTENDU QUE la Ville est en droit d'exiger le respect de la réglementation;

ATTENDU QUE la remise en état de la rive nécessiterait des coûts importants pour les propriétaires riverains;

ATTENDU QUE les propriétaires feront préparer des plans et devis correctifs en priorisant les travaux et les ouvrages qui respectent le plus la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables du gouvernement du Québec qui prévoit la possibilité d'effectuer des travaux de consolidation de la rive selon la technique la plus susceptible de faciliter l'implantation de la végétation naturelle;

ATTENDU QU'il y a lieu d'accepter la solution présentée afin d'éviter les conséquences d'une contestation à naître;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par la conseillère Dominique Maranda

D'accepter les travaux correctifs à être effectués au 383, rue Simonne-Monet-Chartrand (secteur Saint-Nicolas) sur le lot 2 944 627 du cadastre du Québec ainsi qu'aux 289 et 297, rue Germaine-Guèvremont (secteur Saint-Nicolas) sur les lots 2 864 523 et 2 864 525 de ce cadastre, conformément au paragraphe e) du paragraphe 4 de l'article 269 du règlement de zonage 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas, en priorisant les travaux et les ouvrages les plus susceptibles de respecter la *Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables* du gouvernement du Québec qui prévoit la possibilité d'effectuer des travaux de consolidation de la rive selon la technique la plus susceptible de faciliter l'implantation de la végétation naturelle, selon les rapports et devis de construction correctifs préparés aux frais des propriétaires concernés, tels qu'ils sont annexés à la fiche de prise de décision AGT-ACO-2006-006 et d'accepter que les travaux à être réalisés aux frais de ces propriétaires, conformément à ces plans et devis correctifs, le soient dans un délai de 60 jours de l'émission du permis.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-67

Attribution du contrat pour la fourniture de services professionnels en archéologie pour la fouille d'un site situé sur la côte Rouge (secteur Saint-Romuald) et financement afférent

[Réf. : AGT-GEP-2006-091](#)

ATTENDU la présence de sites archéologiques sur un terrain situé dans le secteur de la côte Rouge (secteur Saint-Romuald) appartenant à la firme LBJ Partenaires inc. et sur lequel est prévu un important projet de développement domiciliaire ;

ATTENDU l'importance de poursuivre les fouilles archéologiques sur ces sites et l'aide financière annoncée par la ministre de la Culture et des Communications à cet effet ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Luc Daigle
Appuyé par le conseiller Jean-Pierre Bazinet

D'attribuer le contrat pour la fourniture de services professionnels en archéologie pour la fouille du site CeEt-481 situé sur la côte Rouge (secteur Saint-Romuald) à Jean-Yves Pintal, conformément à l'offre de services annexée à la fiche de prise de décision AGT-GEP-2006-091, pour une dépense de 119 993,04 \$, taxes incluses.

D'affecter un montant de 60 000 \$ provenant du surplus accumulé au poste de dépenses 02-617-30-453 « achat services – fouilles archéologiques » pour financer une partie de la dépense relative à la fourniture de ces services professionnels, le solde de celle-ci étant financée par une subvention du ministère de la Culture et des Communications.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-68

Cautionnement de la Corporation de développement du Vieux-Lévis relativement à la navette touristique du Vieux-Lévis

[Réf. : DEC-2006-063](#)

ATTENDU QUE l'offre de service de navette touristique du Vieux-Lévis nécessite la conclusion d'une entente entre l'opérateur de la navette touristique, la compagnie Autobus Auger inc. et la Corporation de développement du Vieux-Lévis à laquelle la Ville apporte une garantie financière;

ATTENDU QUE ce service facilite l'accès des touristes au plateau du Vieux-Lévis à partir du secteur de la Traverse;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-08-50 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Simon Théberge
Appuyé par le conseiller Robert Maranda

De cautionner la Corporation de développement du Vieux-Lévis pour une somme maximale de 14 305 \$ relativement à l'opération de la navette touristique du Vieux-Lévis, pour la période du 29 juin au 3 septembre 2006, cette dépense à être imputée au budget de fonctionnement et d'autoriser la mairesse et la greffière à signer tout document à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-69

Modification à la résolution CV-2005-01-43 «Vente du lot 2 288 273 du cadastre du Québec (parcelle sud de la halte routière de la route du Pont, secteur Saint-Nicolas) à Maurice Fortier pour l'implantation d'un établissement hôtelier dans le secteur de l'échangeur 311 », réf. : DEC-2005-003

[Réf. : DEC-2006-067](#)

ATTENDU QUE dans le cadre de la vente d'un terrain situé en bordure de la route du Pont (secteur Saint-Nicolas) autorisée par la résolution CV-2005-01-43, il y a lieu de préciser les conditions de relocalisation de la conduite d'égout qui s'y trouve et d'acquérir une servitude à cet effet ainsi que de modifier la date de réalisation des travaux ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par la conseillère Dominique Maranda

De modifier la résolution CV-2005-01-43 « Vente du lot 2 288 273 du cadastre du Québec (parcelle sud de la halte routière de la route du Pont, secteur Saint-Nicolas) à Maurice Fortier pour l'implantation d'un établissement hôtelier dans le secteur de l'échangeur 311 » par le remplacement des mots et des chiffres « dans les 6 mois de l'entrée en vigueur de la modification réglementaire nécessaire à cette fin et à compléter ces travaux dans un délai de 12 mois » par les mots et les chiffres « et à compléter ces travaux pour le 20 novembre 2007 » ainsi que par l'ajout de l'alinéa suivant :

« ♦ que le contrat de vente prévoie l'obligation pour l'acquéreur de procéder, à ses frais, à la relocalisation de la conduite d'égout pluvial présente sur le site d'implantation du projet proposé et de céder gracieusement à la Ville une servitude à cet effet. »

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-70

Avis de motion du Règlement modifiant le Règlement de zonage 234 de l'ex-Ville de Lévis (omnibus)

[Réf. : AGT-GER-2006-097](#)

Le conseiller André Hamel donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement de zonage 234 de l'ex-Ville de Lévis (omnibus).

Ce règlement a pour objet :

- de créer la zone Hb 66-58 à même la totalité de la zone Hc 66-58, d'autoriser dans cette zone uniquement les habitations unifamiliales et

bifamiliales isolées et les habitations unifamiliales jumelées et de prévoir les normes d'implantation s'appliquant à ces usages;

- de supprimer dans le tableau 9.3 concernant les écrans tampons la référence à un écran tampon obligatoire dans la zone Cb 67-41 aux limites de la zone Hc 66-58;
- d'agrandir la zone commerciale mixte Cm 58-34 à même une partie de la zone résidentielle Hc 58-36, afin d'y inclure les terrains sis aux numéros civiques 33 et 35, rue Carrier;
- de fixer à 2,43 mètres au lieu de 6 mètres la marge de recul arrière minimale pour les terrains d'angle situés dans la zone Cb 36-98;
- d'autoriser dans les zones Hb 34-69 et Hb 34-87 les habitations unifamiliales jumelées et de prévoir les normes d'implantation applicables à cet usage;
- d'agrandir la zone commerciale mixte Cm 26-93 à même une partie de la zone résidentielle Hc 26-92, afin d'y inclure l'ensemble du lot 2 219 042 du cadastre du Québec, sis aux numéros civiques 3880 et 3882, rue Saint-Georges;
- d'exiger que toutes les opérations industrielles liées à l'usage « 487 Récupération et triage de produits divers (à l'exception de 4875, récupération et triage de matières polluantes et toxiques) autorisé dans la zone Ib 75-82 soient effectuées à l'intérieur d'un bâtiment principal;
- d'agrandir la zone commerciale Cc 46-58 à même une partie de la zone résidentielle Hc 47-52, afin d'y inclure les lots 2 432 399 et 2 432 397 du cadastre du Québec, sis aux numéros civiques 32 et 36, rue du Bel-Air;
- de créer la zone Cc 44-96 à même une partie des zones Cc 45-85 et Cc 54-06, d'autoriser dans cette zone les mêmes usages que ceux autorisés dans la zone Cc 45-85 et de prévoir dans cette zone des normes particulières pour un poste d'essence, soit une superficie minimale de plancher au sol de 245 mètres carrés et un coefficient minimal d'implantation au sol de 0,06;
- d'autoriser dans la zone Hb 37-50 les usages « 711 Activités culturelles », « 719 Autres activités culturelles et présentations d'objets ou d'animaux », « 7219 Autres lieux d'assemblée pour les loisirs » et « 723 Aménagement public pour différentes activités » dans un seul et même établissement;
- de prévoir dans la zone Hb 37-50 des normes d'implantation pour un bâtiment destiné à de tels usages;
- de ne pas assujettir ces usages dans la zone Hb 37-50 à un nombre minimal de cases de stationnement, à l'exception de la superficie de plancher additionnelle reliée à un agrandissement du bâtiment principal.

Avis de motion du Règlement modifiant les règlements sur les permis et certificats de l'ex-Ville et des ex-Municipalités de l'arrondissement de Desjardins

[Réf. : AGT-GER-2006-096](#)

Le conseiller Jean-Claude Bouchard donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant les règlements sur les permis et certificats de l'ex-Ville et des ex-Municipalités de l'arrondissement de Desjardins.

Ce règlement a pour objet modifier les règlements sur les permis et certificats de l'ex-Ville et des ex-Municipalités de l'arrondissement de Desjardins afin de prévoir les documents et informations qui doivent être déposés ou fournis au soutien d'une demande pour l'aménagement ou la modification d'un ouvrage destiné à l'entreposage ou au stockage de déjections animales.

CV-2006-06-72

Avis de motion du Règlement modifiant les règlements sur les permis et certificats des ex-Villes et ex-Municipalité de l'arrondissement des Chutes-de-la-Chaudière-Est

[Réf. : AGT-GER-2006-096](#)

La conseillère Nicole Larouche donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant les règlements sur les permis et certificats des ex-Villes et ex-Municipalité de l'arrondissement des Chutes-de-la-Chaudière-Est.

Ce règlement a pour objet de modifier les règlements sur les permis et certificats des ex-Villes et ex-Municipalité de l'arrondissement des Chutes-de-la-Chaudière-Est afin de prévoir les documents et informations qui doivent être déposés ou fournis au soutien d'une demande pour l'aménagement ou la modification d'un ouvrage destiné à l'entreposage ou au stockage de déjections animales.

CV-2006-06-73

Avis de motion du Règlement modifiant les règlements sur les permis et certificats des ex-Villes et ex-Municipalité de l'arrondissement des Chutes-de-la-Chaudière-Ouest

[Réf. : AGT-GER-2006-096](#)

Le conseiller Jean-Pierre Bazinet donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant les règlements sur les permis et certificats des ex-Villes et ex-Municipalité de l'arrondissement des Chutes-de-la-Chaudière-Ouest.

Ce règlement a pour objet de modifier les règlements sur les permis et certificats des ex-Villes et ex-Municipalité de l'arrondissement des Chutes-de-la-Chaudière-Ouest afin de prévoir les documents et informations qui doivent être déposés ou fournis au soutien d'une demande pour l'aménagement ou la modification d'un ouvrage destiné à l'entreposage ou au stockage de déjections animales.

CV-2006-06-74

Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage 234 de l'ex-Ville de Lévis (omnibus)

[Réf. : AGT-GER-2006-097](#)

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel

Appuyé par le conseiller Robert Maranda

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage 234 de l'ex-Ville de Lévis.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-75

Adoption du Second projet de règlement modifiant les règlements de zonage de l'ex-Ville et ex-Municipalités de l'arrondissement de Desjardins (entreposage ou stockage de déjections animales)

[Réf. : AGT-GER-2006-095](#)

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

Appuyé par le conseiller Robert Maranda

D'adopter le Second projet de règlement modifiant les règlements de zonage de l'ex-Ville et ex-Municipalités de l'arrondissement de Desjardins et ce, sans changement par rapport au projet de règlement adopté par la résolution CV-2006-05-60.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-76

Adoption du Second projet de règlement modifiant les règlements de zonage des ex-Villes et ex-Municipalité de l'arrondissement des Chutes-de-la-Chaudière-Est (entreposage ou stockage de déjections animales)

[Réf. : AGT-GER-2006-095](#)

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Pierre Bazinet

Appuyé par le conseiller Jean-Luc Daigle

D'adopter le Second projet de règlement modifiant les règlements de zonage des ex-Villes et ex-Municipalité de l'arrondissement des Chutes-de-la-

Chaudière-Est et ce, sans changement par rapport au projet de règlement adopté par la résolution CV-2006-05-61.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-77

Adoption du Second projet de règlement modifiant les règlements de zonage des ex-Villes et ex-Municipalité de l'arrondissement des Chutes-de-la-Chaudière-Ouest (entreposage ou stockage de déjections animales)

[Réf. : AGT-GER-2006-095](#)

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard
Appuyé par le conseiller Simon Théberge

D'adopter le Second projet de règlement modifiant les règlements de zonage des ex-Villes et ex-Municipalité de l'arrondissement des Chutes-de-la-Chaudière-Ouest et ce, sans changement par rapport au projet de règlement adopté par la résolution CV-2006-05-62.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-78

Adoption du Règlement décrétant un emprunt pour l'acquisition de véhicules, machineries et équipements

[Réf. : RE-TP-2006-035](#)

ATTENDU QU'une copie du Règlement décrétant un emprunt pour l'acquisition de véhicules, machineries et équipements a été remise aux membres du conseil de la Ville au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance, que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

ATTENDU QUE la greffière a mentionné que ce règlement a pour objet de financer la dépense relative à l'acquisition de véhicules, machineries et équipements par un emprunt n'excédant pas la somme de 580 000 \$, d'un terme de 10 ans, remboursable par une taxe spéciale imposée et prélevée annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la ville ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-08-07 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard
Appuyé par la conseillère Nicole Larouche

D'adopter le Règlement RV-2006-05-10 décrétant un emprunt pour l'acquisition de véhicules, machineries et équipements.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-79

Adoption du Règlement décrétant des travaux d'installation de services et de réfection de la rue Côté (secteur Saint-Jean-Chrysostome) ainsi qu'un emprunt

[Réf. : RE-GEN-2006-041](#)

ATTENDU QU'une copie du Règlement décrétant des travaux d'installation de services et de réfection de la rue Côté (secteur Saint-Jean-Chrysostome) ainsi qu'un emprunt a été remise aux membres du conseil de la Ville au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance, que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

ATTENDU QUE la greffière a mentionné que ce règlement a pour objet de décréter des travaux d'installation de services et de réfection de la rue Côté (secteur Saint-Jean-Chrysostome) ainsi qu'un emprunt n'excédant pas la somme de 362 000 \$ pour payer cette dépense, d'un terme de 15 ans, remboursable par une taxe spéciale imposée et prélevée annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la ville dans une proportion de 68,5 % de l'emprunt et sur tous ceux du secteur d'une partie de la rue Côté (secteur Saint-Jean-Chrysostome) dans une proportion de 31,5 % de l'emprunt ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-07-72 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin

Appuyé par la conseillère Nicole Larouche

D'adopter le Règlement RV-2006-05-11 décrétant des travaux d'installation de services et de réfection de la rue Côté (secteur Saint-Jean-Chrysostome) ainsi qu'un emprunt.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-80

Adoption du Règlement décrétant un emprunt pour la fourniture de services professionnels relatifs à la réalisation et la mise en œuvre du plan d'équité salariale de la Ville

[Réf. : RH-2006-059](#)

ATTENDU QU'une copie du Règlement décrétant un emprunt pour la fourniture de services professionnels relatifs à la réalisation et la mise en œuvre du plan d'équité salariale de la Ville a été remise aux membres du conseil de la Ville au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance, que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

ATTENDU QUE la greffière a mentionné que ce règlement a pour objet de financer la dépense relative à la fourniture de services professionnels pour la réalisation et la mise en œuvre du plan d'équité salariale de la Ville par un emprunt n'excédant pas la somme de 160 000 \$, d'un terme de 5 ans, remboursable par une taxe spéciale imposée et prélevée annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Ville ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-07-80 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Nicole Larouche
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'adopter le Règlement RV-2006-05-12 décrétant un emprunt pour la fourniture de services professionnels relatifs à la réalisation et la mise en œuvre du plan d'équité salariale de la Ville.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-81

Adoption du Règlement pourvoyant au paiement d'une partie de la somme indiquée au jugement rendu dans l'affaire de Les Entrepreneurs A. Beaudoin c. La Société d'assainissement des eaux et la Ville de Lévis (ex-Ville de Saint Nicolas) ainsi qu'un emprunt

[Réf. : AGR-AFJ-2006-046](#)

ATTENDU QU'une copie du Règlement pourvoyant au paiement d'une partie de la somme indiquée au jugement rendu dans l'affaire de Les Entrepreneurs A. Beaudoin c. La Société d'assainissement des eaux et la Ville de Lévis (ex-Ville de Saint Nicolas) ainsi qu'un emprunt a été remise aux membres du conseil de la Ville au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance, que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

ATTENDU QUE la greffière a mentionné que ce règlement a pour objet de pourvoir au paiement d'une partie de la somme indiquée au jugement rendu le 15 juin 2006 dans l'affaire de Les Entrepreneurs A. Beaudoin c. La Société d'assainissement des eaux et la Ville de Lévis (ex-Ville de Saint-Nicolas) par la Cour supérieure, dossier numéro 200-05-007974-970, par un emprunt n'excédant pas la somme de 283 500 \$ pour payer cette dépense, d'un terme de 20 ans, remboursable par une taxe spéciale imposée et prélevée annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire délimité au règlement et connu comme étant le secteur « arrondissement aqueduc Villieu-Normandie » du territoire de l'ex-Ville de Saint-Nicolas ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Philippe Laberge
Appuyé par la conseillère Dominique Maranda

D'adopter le Règlement RV-2006-05-13 pourvoyant au paiement d'une partie de la somme indiquée au jugement rendu dans l'affaire de Les Entrepreneurs A. Beaudoin c. La Société d'assainissement des eaux et la Ville de Lévis (ex-Ville de Saint Nicolas) ainsi qu'un emprunt.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-82

Adoption du Règlement de contrôle intérimaire relatif aux usages autorisés et à l'intégrité de l'emprise ferroviaire du Québec Central dans le secteur Pintendre

[Réf. : PLA-2006-025](#)

ATTENDU QU'une copie du Règlement de contrôle intérimaire relatif aux usages autorisés et à l'intégrité de l'emprise ferroviaire du Québec Central dans le secteur Pintendre a été remise aux membres du conseil de la Ville au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance, que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

ATTENDU QUE la greffière a mentionné que ce règlement a pour objet d'interdire tout morcellement de lots sur lesquels est localisée la portion de l'emprise ferroviaire située entre la limite sud de la Ville et la route Monseigneur-Bourget (secteur Pintendre) et de prévoir que seuls les usages ferroviaires, récréatifs et touristiques y sont autorisés ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard
Appuyé par le conseiller Robert Maranda

D'adopter le Règlement RV-2006-05-14 de contrôle intérimaire relatif aux usages autorisés et à l'intégrité de l'emprise ferroviaire du Québec Central dans le secteur Pintendre.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-83

Adoption du Règlement modifiant le Règlement de contrôle intérimaire numéro RV 2005-03-54 sur la gestion de la fonction résidentielle

[Réf. : PLA-2006-011](#)

ATTENDU QU'une copie du Règlement modifiant le Règlement de contrôle intérimaire numéro RV-2005-03-54 sur la gestion de la fonction résidentielle a été remise aux membres du conseil de la Ville au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance, que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

ATTENDU QUE la greffière a mentionné que ce règlement a pour objet d'éliminer les zones d'expansion conditionnelle et d'intégrer ces superficies à même l'axe ou les aires de consolidation urbaine ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Luc Daigle
Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

D'adopter le Règlement RV-2006-05-15 modifiant le Règlement de contrôle
intérimaire numéro RV-2005-03-54 sur la gestion de la fonction résidentielle.

La mairesse appelle le vote.

Ont voté pour : les membres du conseil Jean-Pierre Bazinet, Jean-Claude
Bouchard, Jean-Luc Daigle, Guy Dumoulin, Philippe Laberge, Anne
Ladouceur, Nicole Larouche, Dominique Maranda, Robert Maranda, Simon
Théberge et la mairesse Danielle Roy Marinelli.

Ont voté contre : les membres du conseil Isabelle Demers, Jean Girard,
André Hamel et Alain Lemaire.

Adoptée à la majorité

CV-2006-06-84

**Financement de la dépense relative aux travaux de forage et
d'aménagement de puits d'observation sur le site du dépôt de matériaux
secs de l'incinérateur**

[Réf. : RE-GEN-2006-052](#)

ATTENDU QUE des crédits sont nécessaires pour réaliser les travaux de
forage et d'aménagement de puits d'observation sur le site du dépôt de
matériaux secs de l'incinérateur ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-08-
41 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard
Appuyé par le conseiller Jean-Luc Daigle

D'affecter un montant de 26 310 \$, plus taxes applicables, provenant du
surplus accumulé au poste de dépenses 02-451-29-453 « mr. Incendie DMS
service scientifique et génie » afin de permettre la réalisation des travaux de
forage et d'aménagement de puits d'observation sur le site du dépôt de
matériaux secs de l'incinérateur.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-85

**Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement 273-90
sur le zonage et le Règlement 274-90 sur le lotissement de l'ex-Ville de
Saint-Romuald (boulevard de la Rive-Sud)**

[Réf. : AGT-GER-2006-098](#)

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Luc Daigle
Appuyé par la conseillère Nicole Larouche

D'adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage et le Règlement 274-90 sur le lotissement de l'ex-Ville de Saint-Romuald, sans changement par rapport au projet de règlement adopté par la résolution CV-2006-03-54.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-86

Adoption du Règlement modifiant le Règlement numéro 251-89 ayant pour objet l'adoption du plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald (boulevard de la Rive-Sud)

[Réf. : AGT-GER-2006-099](#)

ATTENDU QU'une copie du Règlement modifiant le Règlement numéro 251-89 ayant pour objet l'adoption du plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald a été remise aux membres du conseil de la Ville au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance, que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

ATTENDU QUE la greffière a mentionné que ce règlement a pour objet de prévoir pour une partie du boulevard de la Rive-Sud, une nouvelle aire d'affectation « commerciale locale » créée à même une partie d'une aire d'affectation « expansion résidentielle » et d'une aire d'affectation « commerciale artérielle » et de modifier, par conséquent, les limites de la zone pouvant faire l'objet d'un plan d'aménagement d'ensemble ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Luc Daigle
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'adopter le Règlement RV-2006-05-16 modifiant le Règlement 251-89 ayant pour objet l'adoption du plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald, sans changement par rapport au projet de règlement adopté par la résolution CV-2006-03-52

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-87

Adoption du Règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage et le Règlement 276-90 sur les plans d'aménagement d'ensemble de l'ex-Ville de Saint-Romuald (boulevard de la Rive-Sud)

[Réf. : AGT-GER-2006-100](#)

ATTENDU QU'une copie du Règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage et le Règlement 276-90 sur les plans d'aménagement d'ensemble de l'ex-Ville de Saint Romuald a été remise aux membres du conseil de la Ville au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance, que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

ATTENDU QUE la greffière a mentionné que ce règlement a pour objet de modifier le Règlement 273-90 sur le zonage afin de créer, à même une partie de la zone 102, la zone 144 et de modifier le Règlement 276-90 sur les plans d'aménagement d'ensemble afin de remplacer la zone 102 par la nouvelle zone 144, et ce, afin d'assurer la conformité de ces règlements à la modification du plan d'urbanisme qui soustrait une partie du territoire de la zone 102 de l'obligation de produire un plan d'aménagement d'ensemble lors d'une demande de modification des règlements d'urbanisme ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Luc Daigle

Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'adopter le Règlement RV-2006-05-17 modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage et le Règlement 276-90 sur les plans d'aménagement d'ensemble de l'ex-Ville de Saint-Romuald, sans changement par rapport au projet de règlement adopté par la résolution CV-2006-03-53.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-88

Adoption du Règlement modifiant le Règlement 251-89 ayant pour objet l'adoption du plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald (zone industrielle, boulevard de la Rive-Sud)

[Réf. : AGT-GER-2006-102](#)

ATTENDU QU'une copie du Règlement modifiant le Règlement 251-89 ayant pour objet l'adoption du plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald a été remise aux membres du conseil de la Ville au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance, que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

ATTENDU QUE la greffière a mentionné que ce règlement a pour objet de modifier le plan des affectations du sol pour agrandir une aire d'affectation « industrielle » à même une partie d'une aire d'affectation « commerciale artérielle » et pour indiquer sur le territoire visé par la modification que des normes particulières devront être applicables sur les terrains situés en bordure du boulevard de la Rive-Sud ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Luc Daigle

Appuyé par la conseillère Nicole Larouche

D'adopter le Règlement RV-2006-05-18 modifiant le Règlement 251-89 ayant pour objet l'adoption du plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald, sans changement par rapport au projet de règlement adopté par la résolution CV-2006-04-12.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-06-89

Adoption du Règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l'ex-Ville de Saint-Romuald (zone industrielle, boulevard de la Rive-Sud)

[Réf. : AGT-GER-2006-103](#)

Cette affaire n'est pas prise en considération.

CV-2006-06-90

Adoption du Règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l'ex-Ville de Saint-Romuald (zone industrielle, boulevard de la Rive-Sud)

[Réf. : AGT-GER-2006-104](#)

ATTENDU QU'une copie du Règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l'ex-Ville de Saint Romuald a été remise aux membres du conseil de la Ville au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance, que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

ATTENDU QUE la greffière a mentionné que ce règlement a pour objet:

- de remplacer la dominance commerciale de la zone 125 par la dominance industrielle;
- d'interdire dans cette zone les usages de la classe poste d'essence, de la classe services personnels et de la classe services commerciaux, à l'exception de l'usage « 581 Restaurant » ;
- de fixer à 500 mètres carrés la superficie minimum de plancher par bâtiment pour un édifice commercial situé dans cette zone.

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Luc Daigle

Appuyé par la conseillère Nicole Larouche

D’adopter le Règlement RV-2006-05-19 modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l’ex-Ville de Saint Romuald, sans changement par rapport au projet de règlement adopté par la résolution CV-2006-04-13.

Adoptée à l’unanimité

CV-2006-06-91

Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l’ex-Ville de Saint-Romuald (zone industrielle, boulevard de la Rive-Sud)

[Réf. : AGT-GER-2006-106](#)

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Luc Daigle
Appuyé par la conseillère Nicole Larouche

D’adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l’ex-Ville de Saint-Romuald, sans changement par rapport au projet de règlement adopté par la résolution CV-2006-04-14.

Adoptée à l’unanimité

CV-2006-06-92

Période d’intervention des membres du conseil

Quelques membres du conseil de la Ville prennent la parole.

CV-2006-06-93

Période de questions

Deux personnes posent des questions et émettent des commentaires.

CV-2006-06-94

Levée de la séance

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par le conseiller Robert Maranda

De lever la séance à 23h30.

Adoptée à l’unanimité

Danielle Roy Marinelli, mairesse

Danielle Bilodeau, greffière
